

3 novembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-canadiennes, à Ottawa le 3 novembre 2014.

Monsieur le Premier ministre, cher Stephen,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de la Chambre des communes,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Je suis très sensible à l'accueil que vous me réservez. C'est un grand honneur que vous faites à la France de lui permettre, à travers ma voix, de s'exprimer, ici, devant votre Parlement. Ce haut lieu de la démocratie a été profané, le 22 octobre dernier, par une attaque d'inspiration terroriste dont le but ultime était de s'en prendre à l'idée même de liberté, ce dont votre Parlement est le symbole. Je salue le courage de Kevin VICKERS qui est devenu un homme connu maintenant partout dans le monde.

J'adresse la solidarité de la France, de mon pays, au peuple canadien dans l'épreuve qu'il a traversée. Je réaffirme, ici, que face au terrorisme, il n'y a pas de place pour le renoncement, pour la concession ou pour la faiblesse. Le terrorisme menace les valeurs pour lesquelles nos nations, nos deux nations, se sont bâties. C'est pourquoi la France et le Canada agissent ensemble pour prendre leurs responsabilités pour la sécurité du monde.

Mesdames et Messieurs,

Il y a une indéfectible amitié qui nous lie, Canadiens et Français. Elle s'inscrit dans une longue histoire que vous avez rappelée, Monsieur le Premier ministre. Il y a tout juste quatre cents ans, un Français, originaire des Charentes, Samuel de CHAMPLAIN remontait le Saint Laurent depuis l'océan et fondait un nouveau pays, votre pays. Il fut le premier Gouverneur général du Canada. Cet anniversaire de la création du Canada, nous le commémorons maintenant et nous le célébrerons aussi pour les 150 ans de la Confédération en 2017.

France et Canada sont également unis par le sang, par l'alliance qui s'est forgée lors de la succession des deux conflits mondiaux du 20^{ème} siècle. Le Canada et Terre-Neuve ont été présents, à nos côtés, aux côtés de la France dès le premier jour des deux conflits, en 1914 comme en 1939.

La France a des cimetières militaires : à Vimy, à Hénin-Beaumont, à Beaumont-Hamel, à Dieppe en Normandie. Dans ces lieux de souvenirs, beaucoup de Français anonymes viennent s'incliner et éprouvent une émotion sans limite en mémoire du sacrifice de ces jeunes Canadiens, vos aînés, qui sont morts pour la France.

C'est pourquoi j'ai tenu à honorer près de 600 vétérans canadiens qui ont participé aux Débarquements de Normandie et de Provence, en 1944, pour libérer la France et l'Europe, en les faisant Chevaliers de la Légion d'honneur.

Ici-même, dans ce Parlement, en juillet 1944 la guerre n'était pas terminée le Général de Gaulle affirmait que votre soutien, dans ce qu'il appelait « les mauvais jours », était la plus haute preuve qu'il soit possible d'apporter de l'amitié entre la France et le Canada.

Cette alliance ne s'est jamais relâchée. Elle a duré durant la Guerre froide, lors des conflits de l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Libye, aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, au Mali mais également en Irak. Nos aviations combattent ensemble en Irak, non pas pour apporter la guerre, mais pour faire prévaloir les idées qui peuvent conduire à la paix. Nous sommes toujours ensemble quand il s'agit de défendre la démocratie, l'aspiration des peuples à leur émancipation

ensemble quand il s'agit de défendre la démocratie, l'aspiration des peuples à leur émancipation, la dignité humaine, les droits des femmes partout dans le monde.

Le Canada et la France appartiennent à la même famille. Je vais reprendre une de vos formules Monsieur le Premier ministre car je ne me serais pas permis sinon !- : « Le Canada est né en français ». Il parle donc français. Cette relation intime englobe l'ensemble du Canada, depuis l'Atlantique et l'ancienne Acadie jusqu'aux dynamiques communautés francophones qui se sont développées aux confins du Pacifique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est toujours un plaisir, une fierté, d'entendre parler français dans le monde et d'entendre parler français au Canada.

La francophonie n'est pas une survivance de l'Histoire, c'est un atout pour l'avenir. Les jeunes générations ont compris que le bilinguisme était une chance. Le français, c'est la langue de l'excellence culturelle, mais aussi la langue du développement économique. Bientôt la francophonie comptera le tiers des nations représentées à l'ONU. Plus de 700 millions de locuteurs, dès lors que l'Afrique a fait aussi le choix de la francophonie. Le français n'appartient pas à la France. Le français, c'est la langue des libertés. Le français incarne des valeurs. Le français défend les droits de l'Homme. C'est pourquoi, d'ailleurs, vous venez de consacrer aux droits de l'Homme un musée à Winnipeg dans votre pays.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Le Canada et la France ont adopté, l'année dernière à Paris, à l'occasion de la visite du Premier ministre, un « programme de coopération renforcée », autour de trois priorités.

La première était la plus simple à trouver : la croissance. Nous avons besoin de croissance dans les Amériques comme en Europe. Pour avoir de la croissance, il faut faire des échanges commerciaux entre nos deux continents, mais également entre nos deux pays. Aujourd'hui, les échanges représentent huit milliards de dollars entre la France et le Canada. La France est le 8ème fournisseur du Canada et son 9ème client. Ce n'est pas la place que nous voulons occuper. La France ne revendique pas d'être la première mais la seconde peut être occupée par d'autres ! Nous pouvons donc faire davantage !

Je suis convaincu que l'Accord économique et commercial global signé entre l'Union européenne et le Canada peut contribuer au développement de nos échanges. La France souhaitait cet accord. Elle y posait des conditions. Il fallait que soient respectés les principes d'exclusion des services audiovisuels, que soient défendues l'origine et la qualité de nos produits agricoles. Vous étiez également attentifs à ce sujet. Maintenant que l'accord est signé, il ne faut plus perdre de temps. Il convient de le ratifier et de le mettre en œuvre.

La France est également présente au Canada, au-delà même de sa langue et de sa culture, par des entreprises. Il y en a plus 550 qui sont implantées dans votre pays. C'est encore trop peu. J'invite donc beaucoup de chefs d'entreprise d'ailleurs ceux qui m'accompagnent en sont convaincus à investir encore davantage au Canada. Je vous appelle, Canadiens et Français, à multiplier les investissements dans nos pays respectifs.

Les réformes que j'ai engagées, depuis deux ans et demi, ouvrent une nouvelle perspective car elles créent un contexte beaucoup plus favorable pour investir en France. J'ai voulu améliorer l'attractivité de mon pays, simplifier les procédures, alléger le coût du travail, soutenir l'innovation, la recherche, l'éducation. Mais si la France fait des efforts, elle ne peut les accomplir seule. C'est pourquoi l'Europe doit également agir.

Il y a deux ans, lorsque j'ai rencontré le Premier ministre canadien, l'Europe ne savait pas encore si elle pourrait préserver sa propre monnaie. Des risques d'éclatement étaient sérieux. Des pays menaçaient de quitter l'Union monétaire. Deux ans après, la zone Euro est solide, robuste et la croissance, elle, est trop faible.

L'Union européenne se prépare à lancer un grand programme d'investissements publics et privés dans les domaines de la transition énergétique, des infrastructures et des nouvelles technologies. J'invite le Canada à saisir aussi ces opportunités avec votre savoir-faire, car nous avons besoin de croissance. Nous avons besoin de développement, de progrès. Nous ne pouvons pas accepter que les jeunes, les plus jeunes, soient les premières victimes d'un système économique. Le premier devoir d'une économie, c'est de permettre à la jeunesse de croire qu'il est possible de vivre

mieux. C'est aujourd'hui ce que nous avons à faire.

Le monde affronte des menaces nouvelles, nous les avons évoquées. Nous partageons les mêmes objectifs au sein de l'Alliance atlantique qui contribue à notre défense collective. Nous travaillons, lorsque cela est nécessaire à des interventions extérieures. Au Mali, le Canada nous a apporté un soutien décisif, dès les premières heures de l'intervention. Pour l'Afrique de l'Ouest, savoir que des peuples, loin de ces lieux de conflits, étaient capables de se réunir pour porter un soutien et une solidarité a créé un lien nouveau entre l'Afrique et les pays qui venaient ainsi en soutien.

Nos deux pays sont également engagés en Irak. J'imagine ce qu'ont pu être les débats, ici, dans ce Parlement sur une intervention en Irak. La France avait refusé d'intervenir en Irak, il y a plus de dix ans parce que ce n'était pas ce que nous pensions juste pour le monde. Aujourd'hui, face à un mouvement terroriste qui tue et massacre, qui rase des villages, qui met les femmes et les enfants en situation de servage, qui les noie dans les puits. Est-ce que nous pourrions rester sans réaction, indifférents, en pensant que cela ne nous concerne pas ? Non !

Il y a toujours des doutes quand il y a une opération extérieure et je les partage. Il y a toujours des interrogations : combien de temps cela va-t-il durer ? Est-ce que l'on a véritablement conscience de ce que l'opération va produire ? Si nous voulons travailler ensemble, et il le faut, nous devons nous dire que ce combat-là prendra du temps, qu'il ne se résoudra pas en quelques bombardements, parce que ce ne sont pas des bombardements seuls qui permettent de trouver des solutions politiques & qu'il y faudra associer les populations elles-mêmes & nous devons dire à ces populations que ce sont elles qui doivent se débarrasser du terrorisme & que nous pouvons leur apporter un appui et que nous devons d'abord montrer le chemin.

Nos deux pays font face à ce que l'on appelle le phénomène des « combattants étrangers » : des individus perdus, fanatisés, manipulés vous les connaissez maintenant qui sont le plus souvent, pas toujours, des convertis que l'on n'avait pas forcément identifiés, décelés, comme pouvant basculer. Quand ils partent, ils vivent des situations d'horreur. Nous avons reçu des témoignages de ce qu'ils peuvent regarder ou de ce à quoi même ils peuvent participer. Alors, quand ils reviennent, hantés par ce qu'ils ont pu voir, ils peuvent être tentés de reproduire les massacres dans leur pays d'origine.

C'est pourquoi nous devons renforcer notre coopération, celle des services spécialisés, dans le strict respect des libertés publiques. Car si nous manquons aux libertés publiques, alors c'est une nouvelle victoire du terrorisme contre les démocraties. Le Canada a voté l'an dernier de nouvelles dispositions législatives contre le terrorisme. La France vient de faire de même : contrôler les réseaux sociaux, interdire les départs, lutter contre les filières, suivre les combattants à leur retour.

Mais, je l'ai dit, nous devons aussi chercher des solutions politiques aux conflits, partout. Et faire en sorte qu'il puisse y avoir des conférences internationales qui permettent de donner une perspective, y compris à ceux qui combattent. Voilà notre démarche rechercher en permanence la solution politique, tout en étant fermes sur le respect de nos principes et en étant capables d'utiliser même la force.

Cette démarche vaut également en Ukraine. Je sais combien le Canada est préoccupé par cette crise. Il y a plus d'un million de Canadiens d'origine ukrainienne qui vivent, dans la douleur et dans l'appréhension, la mise en cause de l'intégrité territoriale de ce qui était leur pays. Les sanctions, nous les avons prises, de manière coordonnée. Elles étaient nécessaires, elles sont encore nécessaires, mais elles ne peuvent pas être la seule réponse. L'objectif, c'est de convaincre Moscou et les séparatistes de renoncer à l'escalade et de revenir au dialogue.

Il y a eu un protocole, qu'on appelle « l'accord de Minsk », signé le 5 septembre de cette année. Ce protocole, tout ce protocole, doit s'appliquer. Dans le cadre de ce que j'ai appelé « les rencontres de Normandie » qui ont eu lieu le jour même où nous célébrions l'anniversaire du Débarquement, Angela MERKEL et moi-même avons pu réunir -c'était la première fois qu'ils se rencontraient- M. POROCHENKO, Président de la République d'Ukraine, et M. POUTINE, Président de la Russie. C'était la première fois que ce forum pouvait avoir lieu. Il a été suivi par de nombreuses discussions téléphoniques ou de rencontres.

Je crois à ce format-là. Mais il n'a de sens que s'il débouche sur un accord politique. Il y a eu des élections en Ukraine, les seules que nous reconnaissons et puis il y a eu des consultations, dans une toute petite partie de l'Ukraine, qui méritent d'être considérées. Ces consultations ne peuvent pas être reconnues comme une séparation. Ce sont des élections locales dont les conséquences sont locales et qui appellent le dialogue. J'appelle moi-même le Président POUTINE à rester dans ce cadre, il ne s'agit pas de reconnaître des élections qui pourraient mettre en cause l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Mesdames, Messieurs,

Il y a aussi le défi climatique. Ce n'est pas un défi pour les dix prochaines années, c'est un défi pour le siècle. Ce n'est pas une menace pour un continent, ou pour quelques îlots épars dans le monde, c'est un défi pour la planète. La température s'est élevée de près de 1°C depuis 200 ans et son augmentation pourrait dépasser 3°C d'ici la fin de ce siècle. Avec les conséquences que l'on connaît : la fonte des glaciers, l'élévation du niveau de la mer.

Le 5ème rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat un groupe incontestable, un groupe rassemblant les plus hautes autorités scientifiques, le GIEC a fait un nouveau constat le 1er novembre. Il est sans appel. Il y a un lien direct entre le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. L'inaction conduirait à un scénario catastrophique inacceptable. Il serait sans doute vivable pour nous mais invivable pour nos enfants et nos petits-enfants.

Il est encore possible de limiter l'élévation de la température de la planète à deux degrés c'est déjà beaucoup si nous sommes capables de réduire de 40% au moins les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, et pour certains 2050.

La conférence sur le climat va se tenir à Paris. Je remercie tous les participants d'avoir fait de Paris le siège de cette conférence. Nous étions les seuls candidats. Il y a deux cas de figure quand il n'y a qu'un seul candidat : ce n'est pas une vraie élection ou personne ne veut prendre cette responsabilité. Nous l'avons prise. Nous l'avons prise pour le monde. Nous l'avons prise parce que nous voulons que ceux et celles qui sont comme nous conscients qu'il y a un danger (qui n'est pas un danger simplement pour nos propres économies, mais un danger pour nos populations) puissent être ensemble.

Nous sommes capables de parler à tous les pays du monde, c'est un privilège qui tient à notre histoire, à notre diplomatie, à notre culture, à l'image que nous nous faisons de nous-mêmes. Nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité, nous parlons à tous les dirigeants du monde. Alors nous leur disons : le rendez-vous, c'est décembre 2015.

Je pense que le Canada qui connaît aussi ces transformations, qui fait de l'énergie aussi un mode de développement, notamment dans ses territoires de l'Ouest sera pleinement engagé dans ce combat contre le réchauffement climatique. Parce que le Canada veut protéger l'environnement et notamment l'Arctique, parce que le Canada veut développer dans cette région ce qu'elle a de ressources dans le cadre d'un écosystème. J'ai rencontré les Premiers ministres de provinces, des territoires du Nord-Ouest notamment. Un territoire vaste comme la France, avec 55.000 habitants. Un territoire riche, riche de sa nature, riche de son histoire, riche aussi de son avenir. C'est pour ces territoires-là aussi que nous devons réussir la conférence sur le climat.

Il y a une autre menace, le Premier ministre en a parlé, c'est la menace sanitaire, Ebola. Là-aussi, je salue l'effort du Canada. Nous allons nous concentrer, nous la France, sur la Guinée, pays francophone. Le Canada a décidé de nous rejoindre dans ce dispositif avec des volontaires francophones. C'est là que la francophonie peut-être aussi utile. Pour soigner, les malades ont besoin de se faire comprendre et les soignants de pouvoir faire la démonstration et la pédagogie de leurs remèdes.

La réunion que nous avons tenue ce matin même avec les universitaires et chercheurs canadiens et français montre que nous sommes capables, ensemble, de travailler au plan scientifique au plus haut niveau pour lutter contre le virus, avec des tests, avec la recherche de vaccins. Voilà ce que nous pouvons faire, Français et Canadiens : aller là-bas sur place pour soigner et ici préparer les vaccins et les solutions pour demain.

Lors du sommet de Dakar, qui se tiendra le mois prochain, la France et le Canada seront présents

Lors du sommet de Dakar, qui se tiendra le mois prochain, la France et le Canada seront présents pour donner une nouvelle impulsion à la francophonie. Je veux que ce rendez-vous de Dakar qui va renouveler le Secrétaire général, mais je n'apprends rien à personne ici soit utile pour soutenir davantage la jeunesse francophone, protéger davantage le droit des femmes francophones, développer les technologies nouvelles dans l'ensemble de l'espace francophone. Nous voulons faire une francophonie qui soit culturelle, elle l'est, mais qui puisse être aussi économique. Le français doit unir les chercheurs, les créateurs, les entrepreneurs pour créer une nouvelle économie, pour tous les pays qui parlent le français, ou qui voudraient le parler.

La francophonie c'est aussi la diversité culturelle. Elle vous est chère, elle nous est chère. Elle doit être défendue âprement contre l'uniformité, la marchandisation, la banalisation. Méfions-nous des langues qui ne ressemblent plus à rien. Les fausses langues, les langues bâtardes, les langues inventées, les langues qui ne sont même plus écrites. Nous avons à défendre toutes les langues. La francophonie n'est pas la bataille d'une langue contre une autre. La francophonie, c'est la bataille de la richesse culturelle du monde. C'est pourquoi nous admirons, nous les Français, votre culture, vos artistes, vos chanteurs, vos cinéastes, vos théâtres, vos créateurs... La France est admirative de la vitalité artistique du Canada. En français et en anglais ! Xavier DOLAN s'est illustré tout récemment à Cannes. Un jeune créateur de 25 ans. Dany LAFERRIERE a été reçu à l'Académie française. Alice MUNRO s'est vu attribuer le Prix Nobel de littérature. Alors, chaque fois que vous obtenez un succès, la France, qui est très prétentieuse, pense toujours qu'elle en a une part. Merci !

Le Canada est aussi un pays devenu très attirant pour les Français. Mes compatriotes sont plus de 200.000 à avoir fait le choix d'un séjour plus ou moins durable ici chez vous. Je considère que ces mouvements contribuent au rayonnement, au développement de la France. Il n'y a rien à craindre. D'ailleurs, la France n'a jamais rien à craindre de la confrontation, de la compétition, de l'ouverture. L'expérience que ces Français acquièrent ici est bénéfique. Elle est communicative, elle est utile au Canada, utile à la France.

Nous voulons donc l'encourager, avec des accords de mobilité. On appelle cela ici des « ententes » de mobilité, puisque j'ai compris que c'était le mot. Le mot « entente » est beaucoup plus agréable à entendre qu'accord. Accord, c'est quand on finit par être sur une même ligne. Entente, c'est parce qu'on peut passer toute sa vie ensemble. C'est pourquoi nous voulons multiplier ces accords de permis « vacances / travail », de volontariat international en entreprise pour que vous puissiez avoir davantage de jeunes Français ici, et nous, de jeunes Canadiens en France.

Nous voulons aussi être très attractifs pour les étudiants étrangers. Nous sommes d'ailleurs un des pays les plus attractifs pour les étudiants étrangers. Mais nous manquons de Canadiens, parce que, sans doute, notre système d'enseignement supérieur n'a pas été regardé comme pouvant être conforme avec le vôtre. Alors nous avons fait en sorte, ce matin même, de multiplier les accords entre les universités, entre les instituts de recherche et d'avoir un haut niveau d'exigence pour que nous ayons plus d'étudiants canadiens en France, et plus d'étudiants français au Canada.

Ces échanges scientifiques, c'est pour nous très important. Nous avons été capables de mettre au point un grand télescope, Canada France Hawaï, pour faire une astronomie de haut niveau, et une recherche excellente contre les maladies neurodégénératives.

Voilà pourquoi je suis très heureux de faire cette visite d'Etat. Parce que je vois le Canada comme un pays ami, mais surtout comme un pays jeune, ouvert et fier de sa diversité.

Vous gagnez de la population chaque année, vous n'avez pas peur de l'immigration, vous ouvrez aussi largement vos portes, parce que vous êtes sûrs de votre modèle d'harmonie et de compromis. Préservez-le, c'est essentiel pour toute nation, de pouvoir vivre ensemble. Ce qui fait la force d'une nation, c'est de savoir quel est son destin, quel est son avenir.

Vous gagnez de la population, la France a également cette même vitalité démographique, c'est une chance : savoir que nous serons plus nombreux ensemble et savoir que nous pouvons vivre ensemble, dans le respect des autres, avec des règles qui doivent être les mêmes pour tous. Pour que chacun sache bien quel est le mode de vie que nous voulons respecter.

La France, vous le savez, a une relation exceptionnelle, singulière avec le Québec. Elle continuera de l'avoir. En même temps, la France veut travailler avec toutes les provinces du Canada. Je l'ai montré en allant en Alberta et je suis ouvert à toutes les ententes, avec toutes les provinces du Canada. Pour que vous compreniez bien que, si nous avons pour le Québec de l'amour, nous avons aussi de l'amitié à revendre et à offrir à tout le Canada.

Parce que ce qui nous unit, et j'en termine là, ce qui nous unit depuis des siècles, et encore aujourd'hui, c'est la culture, la langue, l'économie sûrement. Mais c'est surtout une communauté de valeurs qui fait que nous nous comprenons tout de suite, que nous devinons ce que vous pensez, que vous interprétez toujours de la même manière positive ce que nous pouvons déclarer. C'est que nous avons le respect des personnes, nous croyons au progrès, à la justice et aussi à l'exigence de respecter la planète.

Je crois à la force de notre amitié, à cette vitalité qui nous anime et aux projets que nous allons bâtir ensemble. Le Canada occupe une place particulière dans le cur des Français. Le Canada d'hier nous rendait fiers. Le Canada d'aujourd'hui nous incite encore à être plus proches de vous. Faisons de notre amitié un capital pour nos économies. Faisons de notre amitié une garantie pour notre sécurité. Faisons de notre amitié une espérance pour la jeunesse.

Vive le Canada et vive la France !